TV Libertés

Zoom – Charles Millon rompt le silence : entretien exclusif

Charles Millon rompt le silence : Entretien exclusif

Charles Millon est ancien ministre. Il a été ambassadeur, maire, député, président de groupe à l'Assemblée nationale, président de Conseil régional… mais depuis plusieurs années, il s'est tourné vers la réflexion et les propositions, notamment avec la création du réseau collaboratif "L'Avant-garde" ou d'un think tank de droite en compagnie de personnalités comme Charles Beigbeder. Très fin connaisseur des droites françaises, Charles Millon rompt un long silence médiatique pour répondre aux questions d'Elise Blaise. Il donne son point de vue sur Alain Juppé dont il a été le ministre, sur les Républicains et le Front national. Personnalité de la "droite hors les murs", l'ancien ministre revient aussi sur la politique étrangère de la France et sur son intervention sur le théâtre militaire syrien.

Revue politique Charles numéro 17 du 5 avril 2016

Propos recueillis par Arnaud Viviant
Portraits Nadège Abadie

Revue politique Charles numéro 17

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Interview d'un Charles

Tu parles…

Charles MILLON
Charles Millon est ordolibéral, personnaliste, mutualiste, fédéraliste et chrétien. Il se réfère aussi bien à Péguy qu'à Proudhon. En 1998, l'ancien ministre de la Défense provoque un schisme en se faisant élire à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes avec le soutien du Front national. Il va alors éprouver la violence en politique, comme il le raconte sans fard dans cet entretien Charles.

C'est amusant, vous avez été ministre de la Défense alors que vous avez été exempté du service militaire.

En effet. Mais je ne suis pas sûr d'être le seul ministre de la Défense dans ce cas. J'ai été exempté car je fais partie d'une classe d'âge, 1945, où il y avait trop d'appelés à cause du boom de natalité. Je voulais faire la coopération, mais on a pris le prétexte d'une infection bénigne pour m'écarter.

Comment êtes-vous devenu ministre de la Défense. Etiez-vous spécialiste de ces questions ?

Vous savez, un homme politique n'est pas un spécialiste. Il a une vision du monde, une vision de la France. J'ai été élu pour la première fois en 1978. Le dossier de la défense fait partie de ceux que tout parlementaire travaille de façon particulière. Quand Jacques Chirac m'a proposé le ministère de la Défense, qu'il voulait que je prenne compte tenu des réformes qu'il désirait engager et de la confiance qu'il plaçait en moi, ce qui me flattait bien sûr, j'ai accepté. Ce ministère était à un tournant, puisqu'il s'agissait de mettre en place la suspension du service national et l'armée professionnelle. Il y avait besoin en outre d'engager la restructuration territoriale, si bien qu'il m'a fallu discuter de la fermeture de casernes avec un certain nombre de maires. Ce fut aussi le moment de la guerre en Bosnie, avec l'implication de la Force de Réaction Rapide de la France. Mais aussi les derniers essais nucléaires qui ont abouti à la construction du simulateur qui se trouve à côté de Bordeaux et qui permet à la France de garder son indépendance en matière de défense. Bref, un certain nombre de dossiers extrêmement intéressants pour un homme politique, et qui font que j'ai vécu là un moment extraordinaire de ma vie.

Comment s'est passée cette fin du service militaire ? Comme une lettre à la poste ?
Il faut savoir qu'à l'époque, sur une classe d'appelés, 15% étaient exemptés parce qu'ils ne maîtrisaient pas le français, n'étaient pas intégrés et se trouvaient tout en bas de l'échelle sociale. Puis vous aviez 15% de planqués, pour dire les choses

comme elles étaient.
Les 70% restants avaient ce qu'on appelait une affectation rapprochée. Vous aviez donc une armée qui n'arrivait pas à être professionnelle puisque ses crédits étaient affectés à la gestion de ces appelés, lesquels ne vivaient pas la vie militaire comme dans d'autres périodes de l'histoire de France. Beaucoup d'officiers, de militaires de carrière souhaitaient une vraie réforme. Auraient-ils aimé qu'on maintienne un service militaire minimal ? Certains oui. Mais il n'y a pas eu un très long débat. Personnellement, quand j'ai pris mes fonctions comme ministre, j'étais favorable au maintien de la conscription. C'est après avoir étudié le dossier avec un certain nombre d'officiers et de spécialistes qu'on a décidé de suspendre le service militaire. Car je vous rappelle qu'il n'est pas abrogé, mais seulement suspendu. On se rend compte aujourd'hui que notre choix était judicieux, car on s'aperçoit que l'armée française ne pourrait pas effectuer des interventions telles qu'au Mali, en Centrafrique ou au Tchad aujourd'hui si elle supportait encore le poids des appelés.

Ce n'est pas très noble mais je me rappelle avoir voté pour Mitterrand en 1981 parce qu'il promettait de mettre fin au service militaire que je n'avais, à dire vrai, pas le cœur de faire. En revanche, je n'ai pas souvenir que Chirac en ait, de son coté, fait une promesse de campagne.

Effectivement, il souhaitait le faire mais il n'en a pas fait un thème de campagne. En revanche, quand il m'a appelé, il m'a dit : »Il faudra que tu étudies ce dossier-là ». Comme je vous l'ai dit, je n'y étais pas favorable, mais je me suis incliné devant la réalité.
Revenons en arrière. Jeune, vous aviez créé le Cercle Charles Péguy. Qu'étais-ce ?

C'est quelque chose que nous avons créé en 1965, à Lyon, pour permettre à des jeunes s'acquérir une formation politique. On invitait des conférenciers, que ce soit des spécialistes du droit, de la politique, de la géopolitique, des intellectuels, des écrivains.
On proposait à peu près deux conférences par semaine. Cela s'adressait à des personnes qui faisaient partie de ce qu'on appelle traditionnellement la droite. C'était très large. On organisait des universités, même si on ne les appelait pas comme ça à l'époque. On étudiait des sujets comme : « Quelle économie pour la France » ou « Faut-il développer la construction européenne ? » Cela allait assez loin puisqu'à une époque où l'écologie n'était pas à la mode, je me souviens d'avoir écouté un homme qui m'a beaucoup marqué, le philosophe Gustave Thibon.
Il était venu nous expliquer qu'il fallait respecter la nature. C'est le premier écologiste que j'ai connu.

Mais pourquoi l'avoir appelé le Cercle Charles Péguy ?
C'est d'abord un écrivain extraordinaire. Mais une personne qui était aussi très attachée, au sens noble du terme, à la France. C'était un patriote, quelqu'un d'enraciné, historiquement et géographiquement. C'est un homme qui a chanté la cathédrale de Chartes, notre histoire de France à travers Jeanne d'Arc. Pour nous, il était l'auteur qui incarnait le mieux notre pays. C'est vrai qu'il a eu des tendances, et même plus que ça, des options socialistes du point de vue économique. Mais je vais vous dire : un homme comme Proudhon est aussi un des auteurs que j'affectionne. Car Proudhon est fédéraliste. Car est pour que la personne humaine retrouve sa place dans la société. Il a été classé à gauche parce qu'il était pour la coopération et la mutualité. Mais vous savez, la gauche et la droite, à travers l'histoire, elles changent, hein !

Est-ce qu'à ce moment-là, vous envisagiez déjà une carrière politique ?
Oui. Dès l'âge de 15, j'ai eu envie d'action politique, de réformer mon pays, de vivre les évènements.

Vos parents faisaient de la politique ?
Mon père était un industriel. Il était certes adjoint de sa mairie, mais non, il ne faisait pas de politique.

Et c'est dans ce cercle Péguy que vous rencontrez votre femme…
Oui, en 1968. A ce moment-là, nous fondons le MADEL, le Mouvement autonome des étudiants de Lyon. Ma future femme y était, moi aussi. On était favorables à l'instauration d'universités autonomes, face au mammouth de l'Education nationale. On était donc des précurseurs…

Oui, c'est ce que Sarkozy a fait !
Je dirais plutôt : c'est ce qu'il a essayé d'entreprendre, parce que ce n'est pas fini, il reste beaucoup à faire !
Donc, on était très, très en avance. Pendant Mai 68, il y avait, d'un côté, les conservateurs qui sont allés défiler sur les Champs-Elysées et, de l'autre, ce qu'on appelait à l'époque les gauchistes, Cohn-Bendit et consorts. Mais nous, nous n'étions ni d'un côté ni de l'autre. Nous étions déjà, tout comme nous le sommes aujourd'hui, personnalistes, fédéralistes, pour une autonomie et une évolution des structures sociales telles qu'elles existaient à l'époque.

Vous n'étiez pas donc comme ceux qui allaient devenir plus tard vos amis-je pense par exemple à Alain Madelin qui, vers 68, faisait partie du groupuscule d'extrême droite Occident-, dans la bagarre ?
Jeune, j'étais favorable à l'Algérie française mais je n'étais pas dans des

mouvements, comment dirais-je, de droite déclarée. J'étais au cercle Charles Péguy et au MADEL. Ensuite quand je suis entré dans la vie politique, je suis allé au CNPI, le Centre des national des indépendants et paysans, dont Antoine Pinay était l'ancêtre. Ensuite, je suis devenu républicain indépendant. En 1978, nous formons l'UDF avec les radicaux et le CDS. Je faisais partie de ce courant et j'y assumé des responsabilités, puisque j'ai été président du groupe UDF durant six ans à l'Assemblée nationale. Je faisais partie des libéraux sociaux si je puis utiliser cette expression. Historiquement, je ne fais pas partie de la tradition gaulliste.

Centriste, ça vous va ?
Non, je fais partie de la droite libérale et sociale.

Giscardien ?
Ah oui. J'étais dans ses comités de soutien en 1981, ce qui n'a pas donné le résultat attendu, mais bon. Ce fut ensuite la traversée du désert. Puis j'ai créé Le Cercle avec des RPR, Philippe Seguin et Michel Noir, et des UDF comme François Daubert. Après quoi, je me suis beaucoup engagé avec le Parti républicain. Puis en 1989, j'ai créé les Rénovateurs, avec des RPR et des CDS. On a tout fait pour rénover le paysage politique, on eu du mal. Puis en 1995, puisque l'UDF n'était pas présente à cette à cette élection présidentielle et qu'on avait le choix entre deux RPR, j'ai choisi Jacques Chirac.
Pourquoi ?

Parce que Jacques Chirac défendait une politique de rupture et que je pensais qu'elle était ce qu'il fallait pour la France. Les réformes ne suffisaient plus. Il fallait lutter contre la fracture sociale, ce qui était le thème de la campagne de Jacques Chirac. On n'a pas réussi puisqu'il y a eu la dissolution et qu'on a perdu les élections. Mais je pense que c'était un peu prémonitoire par rapport à la situation actuelle. On se rend bien compte qu'il faut faire des réformes fondamentales dans les domaines de l'éducation, de la fiscalité, de la réforme du territoire.
Aujourd'hui, on ne peut envisager simplement de mener une politique de gestion. C'est une politique de rupture qu'il faut faire.

Quand en 1995, vous soutenez Chirac, Giscard était d'accord ?
J'étais très proche de Giscard à cette époque et j'ai fait ce choix avec lui. Et je vous rappelle que Giscard a soutenu Chirac dès le premier tour.

Quels étaient vos rapports avec Alain Juppé lorsque vous étiez ministre de la Défense et lui Premier ministre ?

Oh, j'étais très proche de Chirac parce qu'un ministre de la Défense dépend plus

du président de la république que du Premier ministre.

Et aujourd'hui, vous avez de bons rapports avec Alain Juppé ?
Vous savez, je suis plutôt d'un caractère cordial. Je le revois très peu puisque nos itinéraires se sont séparés à un moment donné. Mais quand je le vois, on a les meilleurs rapports du monde …

Souhaiteriez-vous qu'il gagne la primaire ?
Pour le moment, je regarde. Je suis observateur de la vie politique. Je pense juste qu'avant de parler de primaire et de candidature, il faudrait parler de programme.

Vous parliez de fédéralisme tout à l'heure. Pourtant, à cette époque, on était à droite, plus étatiste que fédéraliste.
Je n'ai jamais été étatiste. J'ai toujours voulu que l'état crée des conditions favorables, mais ne prenne pas toutes les décisions. On faisait partie de ce courant des ordolibéraux qui s'est exprimé après la guerre avec le miracle allemand, à travers des gens comme Adenauer ou Schuman. Ce mouvement faisait confiance aux gens. L'État n'est pas là pour tout faire. Il est là pour faire faire.

Vous étiez très minoritaires en ce temps-là ?

Oui, très doucement nous sommes devenus de moins en moins, et je pense que maintenant, on est devenus quasiment majoritaires.

Vous êtes pour un Europe fédéraliste, donc ?
Je suis pour la vraie Europe Fédérale. Parce que très souvent on présente l'Europe fédérale comme une Europe centralisatrice alors qu'elle est l'inverse. Je suis pour une Europe qui ne prenne que des compétences essentielles. Je pense qu'une Europe à 28, ce n'est pas possible, il nous faut une Europe qu'avec quelques pays. En ce cas, il faudrait que l'Europe dispose des compétences essentielles, et laisse aux nations, aux régions, aux régions, aux communes, la plupart des compétences.
Tout ce qui peut être fait au plus proche de la personne doit l'être. Le principe qui est à la base de même de toute vie politique, c'est celui de la subsidiarité.
Autrement dit : tout ce qui peut être fait dans la commune doit rester au niveau de la commune. Tout ce qui peut être fait dans la région doit rester à l'échelle de la région. Et tout ce qui peut être fait dans la nation doit rester de la compétence de la nation. Au niveau européen, on ne peut pas centraliser comme on le fait malheureusement aujourd'hui. Ceci crée ce problème entre l'Europe et les nations.

On en arrive aux élections régionales de 1998 où vous faites alliance avec le Front national.
Je n'ai jamais fait alliance avec le FN. Il y a un parti qui s'appelle le Front national, qui est reconnu par la République puisqu'il peut présenter des candidats. Ceux-ci siègent dans une assemblée et décident de vous soutenir. Selon une jurisprudence inventée par la gauche, on n'aurait pas le droit d'accepter leurs voix. Mais qu'est ce ça veut dire ?!

Mais en 1992, vous disiez le contraire.

Non. J'ai dit que je n'étais pas favorable à une alliance avec le Front national. Mais encore une fois en 1998, je ne fais pas alliance. J'accepte le soutien de conseillers régionaux qui ont été élus en toute régularité. Si je n'ai pas voulu céder, c'est que je considérais qu'il s'agissait d'une atteinte à la démocratie. Ma position est la suivante : soit on considère que le Front nationale est un parti anormal et dans ce cas il faut l'interdire. Soit on considère qu'il est normal et, dans ce cas je vois pas, toujours pas pourquoi il n'aurait pas le droit de faire des alliances ici ou là. Il faudra me l'expliquer.

Est-ce que cette histoire vous a blessé ?
Bien sûr ! Si je disais le contraire, je ne serais pas normal. Voir des amis de toujours me tourner le dos parce qu'ils avaient peur qu'on les accuse… Ça vous fait mal. Mes enfants, on ne les saluait plus à cause de ça, et moi, on me jetait des pierres quand je sortais ! J'ai connu la violence en politique. Les gens ont oublié, mais le Maire de Briançon s'est fait casser la jambe à coup de barre de fer parce qu'il me soutenait.

Vous venez de fonder un think tank avec Charles Beigbeder. De quoi s'agit-il exactement ?

Avec la manif pour tous, on a vu des centaines de milliers de personnes s'éveiller à la politique. Un certain nombre de cercles comme les Veilleurs, rassemblant une nouvelle génération se sont créés. Certains d'entre eux ont souhaité réfléchir à la politique et même aller un peu plus loin.
C'est ce qui nous a amenés à fonder l'avant-garde, un réseau participatif où l'on travaille sur les lois qu'on aimerait voir mise en œuvre par le futur président de la République.
On va essayer de réunir assez de monde pour que le futur candidat retienne nos propositions.
Au fond, ce réseau ressemble au cercle Péguy dont nous parlions au début de notre conversation. Il s'inscrit dans sa continuité.

Le mariage homosexuel a été une blessure pour vous ?
Une blessure, non. Mais je pense que c'est une faute. Le mariage, c'est entre un homme et une femme, pour avoir des enfants. Sinon, il faut appeler ça « convention », pas mariage. Sauf si on veut fabriquer artificiellement des enfants. Mais là, c'est Prométhée ! Et l'homme devient fou.

Pour finir, que pensez-vous du pape François ?

Ah, il secoue bien ! Il pose le problème de la charité, le problème de la miséricorde.
On peut pécher mais on peut être pardonné. Tout n'est pas loi et règlement. Jean Paul II était un grand pape, mais un pape pastoral. Ensuite, Benoit XVI a remis d'équerre un certain nombre de points de doctrine, ce qu'il fallait absolument faire. Une fois son œuvre accomplie, il a démissionné pour laisser sa place à un pape charismatique. François restera dans l'histoire comme le pape de la miséricorde qui est la principale dimension de la religion chrétienne. On fait des fautes. Il faut nous pardonner.

Référendum européen : dix ans après, les États membres de l'UE la jouent toujours chacun pour soi

Référendum européen : dix ans après, les États membres de l'UE la jouent toujours chacun pour soi

Une tribune de Charles Millon, ancien ministre et membre de l'Avant-Garde, Charles Beigbeder, entrepreneur et membre de l'Avant-Garde, Christian Vanneste, ancien député et membre de l'Avant-Garde et Xavier Lemoine, maire de Montfermeil et membre de l'Avant-Garde.

10 ans après. 10 ans après quoi ? Après la mort de la démocratie française. Le 29 mai 2005 qui, on s'en souvient, avait signé le rejet par une majorité écrasante de Français (54,67%, soit plus de 15 millions de voix) du « traité établissant une constitution pour l'Europe » élaboré sous la houlette de Valéry Giscard d'Estaing, aurait dû ouvrir le millénaire dans la fanfare des peuples libres et souverains, prenant enfin en main leur destin.

Il n'en fut rien. Il en fut tout au contraire : à peine trois ans plus tard, **le président Sarkozy abolissait en un tournemain et en un tour de magie le verbe du peuple, en faisant voter au Congrès le Traité de Lisbonne.**
Chant du cygne que ce référendum, fin de l'Histoire de France, enterrement de première classe d'une nation pluriséculaire, cage dorée pour patrie fatiguée ? Oui, mais seulement si nous le voulons et rendons les armes. Car ces dix années auront au moins prouvé ceci à la face du monde et des eurobéats, que la voie de l'Union technocratique est sans issue. On nous sert l'intégration forcée à coups de réglementations et de décrets pendant que les peuples, grecs mais pas seulement, meurent dans leur économie et aussi dans leur âme.

Cette UE ne sait protéger ni les intérêts de ses peuples, ni ceux de ses entreprises. Elle est ouverte aux quatre vents de la mondialisation et dans son intérieur même, par la pratique du dumping social, elle détruit les économies locales. Cette UE n'a pas de politique extérieure aboutie, ni la voix forte que le monde attend. Cette UE est incapable de trouver une solution humaine et raisonnable à la tragédie des migrants qui traversent la Méditerranée. Cette UE n'est plus un pont civilisationnel mais une bureaucratie opaque qui fait fermenter dans le secret des traités de libre-échange auxquels les élus mêmes des nations qui la composent n'ont pas accès. Bref, cette UE a vitrifié toutes les énergies européennes.

Mais son mal vient de plus loin, et il était déjà patent dans le projet de constitution qui biffait ses racines chrétiennes pour leur préférer les seules Lumières. Son mal est civilisationnel, culturel, tout le monde le sait mais nul n'ose le dire. L'Union européenne s'est édifiée sur des critères techniques, monétaires et juridiques qui ont changé une aspiration commune en une monstrueuse machine. Les patries ne vivent pas d'abstraction, elles vivent de symboles et d'histoire. C'est pourquoi cette Europe n'est aujourd'hui la patrie de personne et ses forces centrifuges se sont remises en marche, témoin la tentation du départ du Royaume-Uni. *« Les peuples sans légende seront condamnés à*

mourir de froid« , savait le poète.

C’est ce qui nous attend si – et l’anniversaire de cette victoire à la Pyrrhus nous en donne l’occasion -, nous ne refondons pas l’Europe sur sa seule pierre d’angle, qui est son identité culturelle. Dire qui nous sommes non pour nous gargariser nostalgiquement du passé, mais pour savoir où nous allons. Et pour le faire savoir. L’Europe qui fut grande était celle des projets industriels, énergétiques, écologiques transnationaux dans quoi chacun trouvait son compte. L’Europe qui fut grande était celle qui ensemençait le monde de sa mesure, de sa sagesse née du long travail des siècles, **cette Europe ‘voie romaine » qu’a décrite Rémi Brague. Cette Europe du souci des plus faibles, cette Europe qui apaisait les douleurs du monde.**

Cette Europe-ci n’a pas besoin de commissaires anonymes, ni de grands banquiers indépendants, ni de juges hors sol. Elle a besoin du génie propre de ses dizaines de patries, accordées dans une même symphonie. C’est en quoi aujourd’hui, fédéralistes ou souverainistes, élèves de Schumann ou de de Gaulle, nous pouvons nous retrouver pour brûler enfin les cous de l’hydre bruxelloise et reconquérant nos frontières, notre identité, nos économie, **réveiller l’âme commune qui nous fait Européens.**

Atlantico 29/05/2015

Chrétiens d’Orient : mourir pour sa foi

Cent cinquante étudiants sont massacrés par des islamistes radicaux dans une université du Kenya.

Les médias évincent volontiers ce fait essentiel : les assassins ont séparé les Chrétiens des Musulmans, pour ne s’acharner que sur les premiers et laisser partir les seconds.

Les étudiants qui s’avouaient chrétiens, sachant ce qui les attendaient, étaient donc des martyrs au sens strict.

On ne se demande pas ce qu’un fait de cette importance signifie dans le monde contemporain : ***mourir pour sa foi*.**

On s’exténue à se demander ce que signifie *tuer pour sa foi*.

Mais mourir pour sa foi : on n’en parle pas – les témoins/martyrs (c’est le même mot) sont ignorés : on les plaint d’être mort, on aurait peur d’admirer leur geste.

C’est que cela pourrait inciter certains à admirer les Chrétiens.

La RATP interdit une affiche de concert au bénéfice des Chrétiens d’Orient –prétextant la défense de la laïcité : mais si le concert avait eu lieu au bénéfice des juifs de l’hyper-casher ? de Musulmans tués sur un campus aux États-Unis ?

Que dirait-on à la RATP ? On se demande si la laïcité n’a pas bon dos pour ignorer la persécution des Chrétiens d’Orient.

Est-il interdit de dire que ce sont précisément les Chrétiens qui en tant que tels sont tués en Orient ?

Faut-il les appeler autrement parce qu’on n’a plus le droit de considérer les Chrétiens comme des victimes ?

Jusqu’où va-t-on aller et assister sans bouger au massacre des Chrétiens ? Ce sont nos frères.

Ce sont leurs pères qui ont permis le rayonnement de notre civilisation chrétienne.

Ce sont eux qui nous ont permis de vivre en dignité et en sécurité.

Sommes-nous assez lâches pour les abandonner ?

Le monde a pour devoir de les sauver car sans le christianisme, pouvons-nous encore garantir la paix, la dignité et la liberté de chacun ?

De la Somalie au Nigéria

Publié par Charles Millon · 7 septembre 2014, 20:51

D’est en ouest, le continent africain est actuellement le théâtre de guerres qui,pour avoir des enjeux parfois locaux, commencent pourtant à prendre une cohérence d’ensemble inquiétante.

C’est toute la bande sub-sahélienne,c’est-à-dire le nord de l’Afrique noire qui est touché par ces conflits.

Que certains soient anciens, comme celui qui secoue la Somalie, ou très récents comme au Nigéria, il demeure indéniable qu’ils ont tous, directement ou indirectement, des racines islamistes.

Mais ils posent aussi, encore une fois,la question des frontières africaines, soit de leur incohérence au regard des populations, soit de leur porosité.

Sil’on trace une diagonale du nord-Mali jusqu’à la Somalie, quasiment tous les pays qu’elle traverse, à la notable exception du Niger et du Tchad, sont travaillés ou par des conflits internes ou par des actes terroristes :Mali, Extrême Nord du Cameroun, Nigéria, Centrafrique, Sud-Soudan, Kenya et donc Somalie, aucun de ces pays n’est aujourd’hui à l’abri d’une déstabilisation.

Trois problématiques différentes, mais accumulées, sont à l’oeuvre : les tribus,la question religieuse et les ressources naturelles.

Cette trinité qui concerne toute l’Afrique noire devient évidemment plus brûlante à la frontière de deux civilisations que recouvre partiellement la frontière de deux religions,l’islam et le christianisme (sans oublier l’animisme, généralement dissimulé ou minoré) : au nord, une civilisation plutôt pastorale, marquée par une certaine arabisation ; au sud, la civilisation plus sédentaire de l’Afrique noire.

Est-ce un choc des civilisations ?

En partie, oui, et l’on aurait tort d’oublier les leçons de Huntington ou de les balayer d’un revers de main.

Au Nigéria, au Sud-Soudan, en Centrafrique, ce sont bien des guerres civiles religieuses à quoi on a affaire.

En Somalie, c'est plutôt le poison djihadiste, déversé là depuis vingt ans, dans un pays qui n'a jamais connu d'Etat fort.

Au Mali, se conjugue les facteurs tribaux et religieux, quoique ce soit à l'intérieur même de l'islam que la scission s'opère.

Devant cette avancée de l'islamisme guerrier, à quoi s'ajoute comme dans d'autres parties du monde, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, ainsi qu'on le voit au Nigéria, s'affrontent deux théories, qui ont chacune leurs avantages.

Il y a d'abord celle qui consiste à pousser à la tête d'un pays, ou à le soutenir s'il y est déjà, un homme fort, tel Idriss Déby au Tchad dont la politique, non seulement apaisera les populations mais encore contiendra la poussée islamiste vers le sud.

C'est ce que l'on a reproché aux forces occidentales quand elles ont fait tomber Mouammar Kadhafi : n'avoir pas pris en compte que sa disparition laissait le champ libre, dans une immense région, à des groupes terroristes, tribaux ou djihadistes, désormais armés jusqu'aux dents.

C'est aussi le rôle que jouent dans une moindre mesure Blaise Compaoré au BurkinaFaso, Mahamadou Issoufou au Niger ou Paul Biya au Cameroun.

C'est aussi ce rôle de digue que la France cherche à maintenir à tout prix au Mali, quoique le gouvernement soit faible pour le moment.

Mais il y a aussi une autre voie, que de nombreux africanistes et connaisseurs de la région défendent : la voie d'un fédéralisme à l'africaine.

Il ne s'agit pas d'entendre par là la création d'une autorité supérieure aux Etats, à l'image de l'Union européenne, mais au contraire, la création d'entités subsidiaires à l'intérieur des Etats.

Ce redécoupage peut se faire de manière interne, mais aussi, parfois de manière externe, comme la création des deux Soudan l'a prouvé.

A l'intérieur des Etats, cela passerait par une plus large autonomie,par exemple

dans le cas du Mali, où les Touaregs du nord pourraient décemment réclamer un transfert de compétences de la part de Bamako.

Le découpage hérité de l'époque coloniale a montré ses limites dans nombre de pays. Et c'est pourquoi, la nouvelle donne ne pourrait se faire sans une grande conférence internationale qui réunirait auprès des autorités africaines actuelles, les gouvernements occidentaux, aux premier chef desquels l'Europe.

C'est en effet un devoir pour elle que de participer à la réflexion d'une nouvelle organisation.

Un devoir d'abord parce qu'elle est responsable devant l'histoire, mais aussi parce que c'est elle qui, ayant le plus d'intérêts de tous ordres dans ces pays-ci, géopolitiques, économiques, civilisationnels, y est de fait le plus investie.

Enfin, parce qu'elle est à l'origine des grands principes démocratiques, comme la garantie des droits des minorités.

Aujourd'hui,dans tous ces pays que l'on a cités, mais auxquels il faudrait adjoindre nombre d'autres nations africaines, la politique ne se fait qu'au détriment des minorités qu'écrasent les majorités démographiques.

Or la démocratie ne peut reposer sur cet unique pilier que sont les masses de population.

Surtout en Afrique où les ethnies, les tribus ont longtemps eu des histoires et des cultures différentes et qui sont parfois liées de manière inextricable.

Enfin,cette Conférence africaine internationale implique l'Europe parce que c'est elle qui, en dernier ressort, subit les problèmes africains en matière de sécurité, d'immigration, d'islamisation, et de rupture de développement.

Si la solution se trouve évidemment dans les mains des Africains eux-mêmes, qui doivent se saisir de leur destin, il est nécessaire aujourd'hui que la communauté internationale leur donne les moyens de fonder des Etats stables, assez forts pour se permettre de décentraliser vraiment.

Le Sénégal constitue un très bon modèle, où la structure politique s'appuie notamment sur les antiques communautés musulmanes soufies pour faire régner la concorde.

Les Africains, comme l'humanité en général, n'ont pas besoin de représentations abstraites, éloignées de la réalité de leurs vies, qui plus est rongées par la corruption, l'autre grande plaie de ces pays.

Car c'est évidemment quand se produit un afflux soudain de richesses, souvent dû à une manne d'hydrocarbures ou minière, comme cela se voit au Nigéria, en Centrafrique et au Sud-Soudan, que les structures traditionnelles sont déstabilisées.

Parvenir à distribuer avec justice les bénéfices de l'exploitation de ces matières premières est un autre grand défi de cette Afrique malade de sa croissance trop rapide.

Europe : un enjeu de civilisation

Europe : un enjeu de civilisation

Par Charles Millon

- Mis à jour le 17/04/2014 à 09:36
- Publié le 16/04/2014 à 12:30

FIGAROVOX/TRIBUNE : A l'approche des européennes, l'ancien ministre Charles Millon nous livre sa vision de l'Europe. Celle-ci, avant d'être un espace politique ou marchand, doit renouer avec ses fondements civilisationnels.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.

La corruption des meilleurs engendre le pire, comme le savaient les Anciens. C'est peut-être ce qui menace le monde aujourd'hui si l'Europe ne se reprend pas. Je veux parler ici de la véritable Europe, non du monstre hybride de Bruxelles moitié techno moitié despote éclairé qui entend régler la vie de chaque citoyen dans chaque détail. Et qui dans le même temps est incapable d'assurer la protection de ses membres, de s'asseoir seule, comme une grande, à la table des négociations avec la Russie, ni même d'organiser la projection de troupes pour soutenir l'armée française en Centrafrique.

Cette impuissance a des causes profondes, qui sont nées de la trahison du projet européen originel. J'ai longtemps appartenu à cette famille politique proche de la démocratie-chrétienne, celle qui a posé les premiers fondements de l'Europe au lendemain de la guerre, espérant la vacciner à jamais contre le moloch national-

socialiste et la retenir face aux sirènes communistes. C'est peu de dire que cette famille a disparu du paysage politique en France. Mais ses idées demeurent et elles sont révolutionnaires comme seule la tradition sait l'être.

Dans la grande bataille en cours qui verra l'Europe ou disparaître sous les traits d'un hypermarché sans identité, vassalisé encore plus par un Traité transatlantique que l'on négocie secrètement, ou recouvrer son identité, les grands partis dits de gouvernement ne seront d'aucun secours. Ils vont répétant leurs discours sur l'élargissement et l'intégration, gestionnaires du désastre.

Ailleurs, on va nous parler d'immigration, de surveillance des frontières ou de sortie de l'euro: de graves sujets qui touchent en effet profondément les populations d'Europe, et d'abord les plus pauvres. Mais ce sont des causes secondes et ceux qui les évoquent se gardent bien d'évoquer les causes premières: l'oubli des fondements propres de l'Europe. Le Front national nouvelle manière a non seulement conservé ses anciennes incohérences économiques mais y a ajouté l'oubli des racines spirituelles, intellectuelles, artistiques et religieuses de l'Europe.

La question n'est pas de nature économique: sur ce plan l'Europe est parvenue à organiser un grand marché unique même si cela s'est fait en ignorant trop souvent la vraie vie de l'homme, ses communautés immédiates de travail, de famille, d'ancrage local, de croyances, de culture, et d'amitié.

> *Nous ne voulons pas de cette Europe de la consommation, de la technique, de cette Europe des robots dont parlait Bernanos.*

Nous ne sommes plus aujourd'hui confrontés à un problème de gouvernement, mais à un problème de l'existence humaine elle-même. C'est un vrai changement de civilisation qui est en cours.

Parce que compte tenu de la financiarisation de l'économie et de la compétition sans pitié entre les grands groupes, le travail est devenu progressivement la variable d'ajustement des restructurations d'entreprises.

Parce que dans un climat dominé par le matérialisme et le scientisme, la personne humaine devient l'objet d'expériences pour poursuivre la dernière des utopies: suppression de la différence homme/femme, volonté de créer des enfants de

toutes pièces, eugénisme…

> *L'Europe est le creuset où se sont forgées deux valeurs fondamentales : la dignité de la personne et la liberté politique. Ces valeurs, nous avons le devoir de les affirmer contre la folie du monde.*

Parce que la personne humaine est devenue seconde ontologiquement par rapport à une nature qui a été déifiée.

Nous ne voulons pas de cette Europe de la consommation, de la technique, de cette Europe des robots dont parlait Bernanos.

A nous de trouver les moyens d'y résister. Européens, la civilisation est ce qui nous rassemble. Et pas n'importe laquelle: la civilisation européenne est la seule civilisation qui soit un jour effectivement devenue universelle. Car elle se fonde sur cette croyance que tous les hommes sont égaux en dignité quels que soient leurs origines, leurs races, leurs nations, leurs religions, leurs handicaps. Elle se réfère à une culture de vie et d'espérance. L'Europe est le creuset où se sont forgées deux valeurs fondamentales: la dignité de la personne et la liberté politique. Valeurs inventées par les Antiques et le christianisme et laïcisées par l'idéal révolutionnaire à travers toute l'Europe d'est en ouest. Ces valeurs, nous avons le devoir de les affirmer contre la folie du monde.